

"Après La Haye. L'action urgente" dans Les Cahiers socialistes (Juin 1948)

Légende: En juin 1948, commentant les débats tenus lors du congrès européen de La Haye, le militant socialiste belge Raymond Rifflet prône un rassemblement des masses populaires et des groupements socialistes et syndicaux pour construire une Europe unie autre que celle préconisée par les forces conservatrices.

Source: Les Cahiers socialistes. Juin 1948, n° 21. Bruxelles.

Copyright: (c) Les cahiers socialistes

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"apres_la_haye_l_action_urgente"_dans_les_cahiers_socialistes_juin_1948-fr-5bb9414e-08be-4429-830d-cb6e3fb34b50.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Après La Haye. L'action urgente

par R. RIFFLET

La conférence européenne de La Haye a eu lieu et, malgré le fait qu'elle n'a pu présenter de caractère officiel résultant d'un mandat accordé dans les formes régulières, son retentissement a été certainement très grand par le nombre et l'importance des délégués de toutes tendances qui s'y trouvaient.

Comme nous le prévoyions dans notre article précédent, la réunion de La Haye n'a pu, comme telle, marquer le début de la révolution européenne. Les personnalités politiques responsables ne pouvaient prendre une attitude en contradiction avec celle adoptée dans les rapports internationaux officiels, ni laisser prendre une telle attitude, sans se désavouer elles-mêmes. D'autre part, la manœuvre conservatrice que nous dénoncions à l'avance, à savoir compromettre les socialistes et les syndicalistes présents en les faisant s'associer à des déclarations vagues qui auraient permis ensuite d'exercer le chantage bien connu de « l'union sacrée » a bien failli réussir du fait de l'in vraisemblable confusion de l'attitude de la « gauche » avant le congrès, particulièrement celle des travaillistes britanniques peu désireux de s'associer à une manifestation organisée en partie par Winston Churchill. Le seul résultat tangible de cette pseudo-intransigeance a été de désorganiser la représentation des travailleurs à La Haye, sans empêcher la présence de nombreux socialistes et de syndicalistes importants, y compris des travaillistes.

Nous regrettons vivement qu'elle ne se soit pas manifestée à meilleur escient dans la politique internationale officielle où elle trouverait cependant à s'employer dans des cas comme celui de France, de la Grèce, de la Palestine, de l'Allemagne, de la coopération internationale, de la réalisation de l'indispensable révolution européenne, etc. (Léon Blum dixit).

Espérons cependant que l'expérience servira et que désormais on ne confondra plus l'absentéisme avec la fermeté.

Mr. Winston Churchill a entonné — c'est son droit et même son devoir étant donné ses convictions — le couplet attendu sur la nécessité d'oublier ce qui nous sépare — entendez les réformes économiques et sociales — et de nous rapprocher sur ce qui nous unit. Ce genre d'appel rencontre toujours beaucoup d'échos et ne coûte pas de grands sacrifices à ceux qui le font; ils peuvent joindre, à une réputation de grande largeur de vues, le maintien de leurs privilèges, ce qui représente une synthèse séduisante.

Heureusement, un certain nombre de délégués, dont nous étions, n'ont pas apprécié cette façon de faire et ont exigé que les débats sortent du ton abstrait et académique, si bien, qu'en fin de compte, les organisations syndicales de toute tendance, des socialistes et des démocrates chrétiens de France, Italie, Hollande, Suisse, Luxembourg, Angleterre et Belgique ont fait front pour que l'on aborde les questions sociales avec moins de pudeur. Ces débats ont été très instructifs. En voici les conclusions essentielles.

Tout d'abord, il apparaît de plus en plus clairement que l'unification de l'Europe sous une forme ou sous une autre est absolument indispensable pour ne pas dire — ce qui est notre profonde conviction — inévitable. Il n'y a pas, en effet, de solution concevable aux problèmes du rééquipement, de la reconstruction, de l'accroissement de la production, de la défense nationale, de la sauvegarde de nos liens avec les anciens empires coloniaux, en dehors d'une union européenne. Or, ces problèmes doivent cependant être résolus; les plus acharnés des conservateurs et les socialistes les plus intransigeants sont d'accord sur ce point.

Prenons comme exemple le rééquipement. Étant donnés les derniers perfectionnements techniques apportés dans de multiples domaines, on se trouve devant le dilemme suivant : acheter — ce qui pose déjà la question d'un financement suffisant — les machines nouvelles, qui ne sont rentables qu'à un certain niveau de production, en sachant d'avance que le marché actuel est trop restreint ou bien conserver le vieil outillage et s'exposer à ne plus rien pouvoir exporter étant donné le prix de revient trop élevé.

De même, comment peut-on espérer s'attacher les peuples d'outre-mer, fut-ce par des méthodes nouvelles de coopération sur un pied d'égalité, si chaque métropole européenne, incapable déjà de pourvoir à ses propres

besoins, est encore bien plus impuissante à fournir l'équipement nécessaire à ses dépendances. C'est bien pourquoi d'ailleurs l'Union française, la fédération néerlandaise, etc., restent purement et simplement basées sur la force.

Les États-Unis sont les premiers, malgré le danger évident d'un puissant concurrent possible, à pousser l'Europe à s'unir. Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent pas éternellement se payer à eux-mêmes leurs propres marchandises pour éviter la bolchévisation progressive du vieux monde. Quant à l'URSS, si ses partisans se font actuellement les champions de l'indépendance nationale, c'est de toute évidence parce qu'ils connaissent l'impossibilité de résoudre les problèmes présents dans le cadre de cette indépendance et escomptent de ce fait un accroissement du mécontentement révolutionnaire à leur profit. Elle serait la première, il suffit de penser au bloc oriental, à pousser à l'unification européenne le jour où son influence serait prédominante.

Si donc peur ceux qui se laissent obnubiler par les discordes présentes, il apparaît bien utopique d'espérer la formation d'une union européenne même restreinte, nous pensons au contraire qu'une telle union est inévitable. Mais encore s'agirait-il de savoir sous quelle forme elle va se faire. Nous ne considérons pas l'union comme un bienfait en soi, et, pour ne citer qu'un exemple, le fait d'être persuadés de la nécessité absolue d'une unification européenne ne nous a nullement empêchés de désapprouver les tentatives hitlériennes qui se réclamaient cependant de la même nécessité.

Il n'était pas possible à La Haye, étant donné encore une fois le caractère officieux des délégués et la représentation arbitraire des forces sociales réelles, de discuter dans le détail l'organisation de l'Europe unifiée. Mais il était nécessaire, toutefois, de marquer clairement la position des forces socialistes et les conditions *sine qua non* de leur participation à un effort commun. Pour elles, il ne peut être question un seul instant de concevoir l'unité européenne comme une défense contre le communisme ou contre quoi que ce soit.

Il ne peut être question de donner l'appui des masses travailleuses à la formation d'une sorte de « supernational » européenne chargée de reprendre à son compte les ambitions impérialistes et les traditions capitalistes des vieux États impuissants. L'Europe doit s'unir pour réaliser les conditions de départ d'une révolution non moins radicale que la révolution communiste, révolution qui unissant une organisation internationale de la production à une démocratie économique totale et effective sera appelée à donner au monde le moyen d'édifier une paix durable et de sauvegarder la liberté personnelle.

Après des débats passionnés, les représentants du travail ont fait admettre, sous peine de se séparer du congrès, que les organismes économiques européens seraient tous placés sous le contrôle effectif des travailleurs et de leurs associations. Certes, nous ne sommes pas assez naïfs pour nous imaginer qu'une phrase dans un texte puisse avoir une influence déterminante sur l'organisation de l'Europe future, mais nous sommes néanmoins heureux que l'on ait empêché la compromission des forces de « gauche » et que les socialistes de toute tendance aient compris ce qui était en jeu. Pour nous, la participation des travailleurs à la gestion effective de l'économie européenne, à tous les échelons de celle-ci, n'est pas une modalité possible de l'Union à créer, elle est une condition de notre participation à cet effort d'union. Cela a été dit clairement malgré les grincements de dents des conservateurs et leurs efforts désespérés pour maintenir la confusion.

Comme moyen pratique de réaliser l'union souhaitée et d'en déterminer les formes précises, les congressistes de La Haye, invoquant le réalisme et l'impossibilité de faire pratiquement plus, ont préconisé la réunion d'une assemblée préconstituante désignée par les parlementaires de chaque pays et chargée d'élaborer des projets que les assemblées parlementaires nationales seraient ensuite appelées à ratifier.

Assurément, quoique nous soyons loin des États généraux rêvés par certains, cette méthode a le grand avantage de tracer une voie légale, relativement facile à suivre, et de permettre donc le maximum de ralliements. Nous pensons cependant que rien ne serait plus dangereux que de considérer le travail énorme à réaliser comme la tâche exclusive des divers parlements nationaux, alertés par les représentants des diverses organisations responsables du congrès de La Haye.

Tout d'abord, une action basée uniquement sur les responsables officiels de la politique sera entravée par toutes les querelles de parti et de personnes qui, ont déjà causé tant de difficultés dans une réunion privée comme celle de La Haye. Les intérêts particuliers nationaux et électoraux, qu'il faut précisément surmonter pour arriver à un résultat, viendront contrebalancer les bonnes volontés et rendre extrêmement difficile la solution de problèmes déjà très compliqués en eux-mêmes. Quand on voit les difficultés des partis occidentaux, ayant des doctrines et des traditions très semblables, à établir entre eux des contacts durables, concrets, et à élaborer des plans d'ensemble, on ne peut s'empêcher d'être sceptique quant à l'heureux fonctionnement et même à la convocation d'une assemblée internationale où les opinions les plus diverses seraient nécessairement représentées.

S'il fallait se baser uniquement sur les contacts officiels pour réaliser l'union européenne, nous sommes persuadés que celle-ci prendrait, ou plus exactement garderait le caractère de contacts bureaucratiques du genre conférence des Cinq ou des Seize. Elle ne pourrait en aucune façon résoudre les problèmes dans un esprit franchement nouveau nécessaire à la disparition du capitalisme nationaliste et à l'établissement d'une paix durable, et prendre l'aspect dynamique et révolutionnaire capable de gagner l'enthousiasme des masses travailleuses. Nous aboutirions tout au plus au bloc occidental essentiellement anticommuniste dont tous ceux qui voient en l'Europe une étape nécessaire à la construction d'un monde nouveau ne veulent pas.

Aussi, si les décisions prises à La Haye peuvent apparaître suffisantes aux conservateurs, parce qu'elles garantissent presque à coup sûr le maintien des éléments essentiels de l'« ordre établi » et rendent sans portée pratique, pour autant que les forces du travail n'y veillent pas diligemment, les décisions économiques et sociales acceptées bien à contrecœur par les réactionnaires du congrès de l'Europe, nous ne pouvons nous en contenter.

Certes, nous sommes prêts à aider de toutes nos forces à la formation d'une préconstituante européenne. Mais nous entendons faire tout ce qui est possible pour empêcher l'encombrement pratique du projet ou sa transformation bureaucratique. Nous ne croyons, pas à la libération « par procuration ». Si les peuples européens, et au premier chef leurs masses travailleuses organisées, ne participent pas activement à l'œuvre engagée, par une coordination de leurs revendications, de leurs plans, de leur action dans les domaines économique et politique, ils seront dépassés par les vues nettes et pratiques des représentants les plus qualifiés des classes dirigeantes actuelles.

Ceci pose une fois de plus la question essentielle du socialisme contemporain après l'échec évident du réformisme traditionnel et de la révolution minoritaire : la coordination de la doctrine et de l'action des éléments décidés à lutter également contre le capitalisme et contre l'étatisme totalitaire.

La coordination doctrinale peut se faire maintenant assez facilement, des personnalités et des groupes appartenant à plusieurs pays étant arrivés à préciser les causes des échecs socialistes du passé et à tirer les leçons essentielles de l'expérience. Si les appréciations de détail et les convictions philosophiques diffèrent souvent fortement, il ne semble pas téméraire d'espérer un rassemblement facile sur des bases concrètes et limitées dont l'importance est actuellement primordiale.

Ces bases pourraient se résumer ainsi : 1) la nécessité de substituer au système capitaliste ou aux constructions étatistes une démocratie économique effective, où les travailleurs et non seulement des bureaucraties plus ou moins politiques et représentatives, seraient appelés à jouer un rôle actif à tous les échelons; 2) la nécessité d'une orientation générale du financement, de l'équipement et de la production à une échelle géographique la plus large possible, tout en évitant une centralisation excessive et une planification stérilisant les initiatives des collectivités de base (productrices); 3) le maintien des libertés personnelles essentielles et la limitation rigoureuse de l'autorité politique.

Nous savons bien qu'en pratique, des formules d'application différentes sont proposées ou peuvent l'être, mais nous considérons que si la volonté commune est sincèrement de construire une démocratie authentique et efficace, de supprimer les privilèges de classe et l'autorité envahissante de la bureaucratie d'État, il est possible d'arriver à un accord sur la lettre comme sur l'esprit. S'il n'en était pas ainsi — ceci soit dit pour les sceptiques « professionnels » qui trouvent dans leurs critiques stériles une excellente excuse pour leur

paresse, leur impuissance ou la sauvegarde de leurs intérêts particuliers — il faudrait alors admettre que la révolution indispensable au salut de la liberté et de la paix est impossible et qu'il faut nous résigner à l'oppression et à la tuerie permanentes. Il est vrai que c'est ce qu'on appelle souvent être « réaliste ».

Il reste à savoir comment doit se réaliser cet accord. Certains songent — comme le RDR en France ou certains fédéralistes intégraux particulièrement enthousiastes — à former une sorte de nouveau parti rompant avec les formations traditionnelles dépassées idéologiquement et abandonnées par les masses. Nous pensons que c'est une grave erreur parce que, même si les partis démocratiques et les groupements de masse traditionnels, comme les syndicats et les coopératives, ont perdu une grosse partie de leur pouvoir d'attraction par suite de leurs fautes et de leurs échecs, il n'en reste pas moins que c'est en eux que l'on trouve la plupart des personnalités et des masses organisées susceptibles d'indiquer efficacement la voie nouvelle. Toute organisation nouvelle prend vite l'allure d'une secte sur laquelle converge l'hostilité des formations anciennes. Ainsi, au lieu de rassembler, on accentue encore le chaos et le dégoût des masses pour ce que les mouvements totalitaires de toute espèce ont soin d'appeler « l'impuissance démocratique ». Rappelons l'échec de l'expérience UDB en Belgique.

Nous estimons que l'expérience de La Haye nous montre le chemin à suivre : un rassemblement national et international des éléments les plus lucides du syndicalisme, du socialisme et du christianisme social, qu'ils soient des représentants « officiels » ou non. Il y a dans ces diverses organisations et courants suffisamment de gens capables, de bonne foi et d'accord sur les bases concrètes que nous avons définies, pour que leur association progressive, parfaitement volontaire et libre, puisse acquérir une importance décisive et balayer les bureaucrates, les arrivistes et les individus bornés de toute espèce et de toute appartenance. Nous gardons notre confiance dans la puissance de la vérité.

Entendons-nous bien. Ce que nous préconisons est tout autre chose qu'une coalition plus ou moins hétéroclite de partis et d'organisations. Les groupements style Front populaire, union socialiste-catholique en Belgique ou Troisième force telle qu'elle est conçue pratiquement en France, groupements effectués bureaucratiquement et comprenant aussi bien les réactionnaires, les timorés que les extrémistes sectaires, sont une caricature de ce qui est nécessaire, caricature qui ne peut qu'entraîner un accroissement de la décadence et de l'impuissance démocratiques et constituer le tremplin nécessaire du totalitarisme. Ce que nous voulons, c'est non une coalition de groupes constitués avec une organisation nouvelle, superbureaucratique et un programme nègre-blanc, mais une réunion libre, sans autre contrat ni engagement que la bonne foi et la volonté ferme de personnalités désireuses de trouver des formules concrètes identiques pour des aspirations semblables et de faire adopter ensuite, de leur plein gré, lesdites formules par leurs groupes respectifs. C'est, pensons-nous, le seul moyen qui s'offre de cristalliser une troisième force authentiquement révolutionnaire, débarrassée des erreurs inévitablement accumulées par tous les groupements traditionnels, mais gardant un contact étroit avec ces groupements pour essayer d'y faire prévaloir démocratiquement les vues nécessaires. Une révolution de l'importance de celle qui est à faire ne se conçoit ni sans un contact étroit et actif avec les masses, ni sans une pensée directrice continuellement mise au point en dehors de toutes contingences d'opportunité passagères ou combinaisons étroitement partisans.

Le risque d'une telle initiative est nul puisque chacun garde son entière liberté — ce qui n'est nullement le cas pour les alliances officielles auxquels les plus « puristes » sont bien obligés pour l'instant de s'associer. Quant aux avantages, ils sont immenses. On pourrait se borner à mentionner ceux d'une discussion efficace et utile parce que sereine et reliée aux réalités. Mais la réussite d'un tel projet peut — et elle est probablement même seule à pouvoir nous donner des fondements solides pour l'édification de la liberté, de la sécurité sociale et de la paix.